



Jacques Caplat : « Redonner aux sociétés les moyens de leur propre alimentation »

Ballast

4 septembre 2015

Entretien inédit | Ballast

Nous l'avons entendu sur la tribune improvisée au Champ-de-Mars par le collectif des Engraineurs, à l'occasion de la marche contre Monsanto du mois de mai dernier. Nous avons lu, chez Actes Sud, son manifeste de 2014 : Changeons d'agriculture — Réussir la transition, un plaidoyer qui venait prolonger et rendre accessible à tous la réflexion engagée dans L'agriculture biologique pour nourrir l'humanité, paru deux ans plus tôt. Nous le savions agronome, fils de paysan, longtemps animateur à la Fédération nationale d'agriculture biologique (où il a pris part aux négociations des politiques européennes sur le sujet), engagé dans le Réseau semences paysannes ; nous l'avons découvert doctorant en ethnologie — une longue conversation sur le Bénin, où il vécut quelques mois, nous fit oublier la canicule de cette après-midi parisienne. Nous tenions à l'interroger, en fin connaisseur des enjeux institutionnels liés à la réglementation agricole, sur les impacts potentiels du Grand marché transatlantique sur l'agriculture autant que sur l'épineuse question des OGM.



Le Grand marché transatlantique (GMT) appelle à une homogénéisation des *normes qualité* entre les États signataires. Craignez-vous qu'il entraîne un nivellement par le bas ? Avez-vous des exemples de *normes qualité* qui seraient en danger immédiat, dans un tel contexte ?

En matière agricole, le nivellement par le bas n'est pas une hypothèse mais un projet explicitement revendiqué par certains acteurs. Les États-Unis, par exemple, ont l'intention de contester les normes appliquées en Europe en matière d'élevage. Les premières visées sont l'interdiction des hormones de croissance pour les bovins, le traitement des carcasses de volailles à l'eau chlorée, et les règles de bien-être animal en général. Le syndicat états-unien d'élevage porcin prévoit ainsi de remettre en cause les restrictions sanitaires européennes en matière de confinement des animaux et d'utilisation d'additifs alimentaires nocifs (comme la [ractopamine](#), qui dope la croissance des porcs et qui est interdite en Europe du fait de sa dangerosité). Un tel nivellement signifie non seulement l'arrivée d'aliments de qualité douteuse (ou produits au prix de la souffrance animale et de la destruction de l'environnement), mais également une fragilisation des paysans européens. Face à la concurrence déloyale d'aliments produits sous des normes laxistes, l'agro-alimentaire européen n'aura d'autre choix que de réclamer l'abandon des normes européennes (pourtant absolument indispensables sur le plan sanitaire et environnemental) ou de délocaliser les productions dans les pays les moins exigeants. Il en résultera une généralisation des crises agricoles du type de celle que connaît l'élevage actuellement, avec industrialisation, destruction d'emplois et délocalisation maximale.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a déjà condamné l'Union européenne à verser des indemnités à Monsanto pour sa politique restrictive vis-à-vis des OGM. La signature du GMT ferait disparaître la possibilité même de telles mesures de protection. Quelles en seraient les conséquences pour



L'agriculture européenne ?

« En matière agricole, le nivellement par le bas n'est pas une hypothèse mais un projet explicitement revendiqué par certains acteurs. »

Une autorisation automatique des OGM pourrait conduire à un désastre. D'abord sur le plan environnemental, avec la banalisation des plantes transgéniques : les OGM résistants aux herbicides conduisent à augmenter l'usage de ces pesticides (en particulier le [glyphosate](#), dont le caractère cancérigène vient d'être reconnu par les instances sanitaires internationales) et à renforcer les mécanismes de résistance chez les plantes indésirables ; les transferts de gènes dans la nature pourront avoir des conséquences incalculables ; et certains chercheurs nord-américains commencent même à proposer des insectes transgéniques dont l'effet sur la chaîne biologique risque d'être catastrophique. Ensuite, sur le plan sanitaire, avec une exposition accrue des consommateurs aux produits transgéniques et aux pesticides qui leurs sont liés. Enfin, sur le plan économique, avec une accentuation dramatique de la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des multinationales semencières et agro-industrielles. En particulier, la généralisation des OGM est incompatible avec le développement de l'agriculture biologique, à la fois à cause de la dissémination irréversible de gènes modifiés vers les cultures voisines et de la perte totale d'autonomie paysanne en matière de semences. La seule démarche semencière cohérente avec l'agriculture biologique ou l'agroécologie est celle qui recrée une co-évolution entre plantes agricoles, environnement et pratiques paysannes. Étant à l'exact opposé de cette démarche, les OGM bafouent les fondements de l'agroécologie et entravent le développement de la biosphère. Or, l'agriculture biologique est plébiscitée par les citoyens européens. De ce point de vue, le traité transatlantique conduirait à un véritable « coup de force » antidémocratique, imposant aux consommateurs européens un modèle agricole dont ils ne veulent pas et, pire, rendant impossible l'évolution agricole souhaitée par l'immense majorité.

Quels sont les types de mobilisation les plus efficaces pour résister à la force de frappe des entreprises transnationales mues par des intérêts exclusivement économiques ? Peut-il exister un « lobbying » citoyen et positif, suffisamment structuré pour forcer la porte des négociations ?

Ce lobbying citoyen peut exister et être efficace ! La mobilisation en France contre les OGM l'a démontré : en 2008, un gouvernement et un président résolument pro-OGM ont

interdit la culture d'OGM sur notre territoire. C'était le résultat d'une mobilisation multiforme, incluant des actions de résistance civile (les fauchages), des manifestations, des explications scientifiques (rappelons que les chercheurs en génétique fondamentale sont dans leur grande majorité hostile aux cultures OGM), des articles dans la presse et sur Internet, des sondages édifiants prouvant que 80 % des Français ne veulent pas de cultures transgéniques, des pétitions, des chaînes sur les réseaux sociaux, etc. Au fil des années, le signal est devenu de plus en plus clair et ferme ; même un gouvernement pro-OGM a fini par être obligé de l'écouter. La mobilisation citoyenne ne passe plus par les seules manifestations ou pétitions – ce qui ne veut pas dire que ces dernières soient inutiles, car elles contribuent à la prise de conscience et à l'expression collective. Je suis convaincu que le « contrepoids » citoyen passe aujourd'hui par la combinaison de plusieurs outils, notamment Internet en général et les réseaux sociaux en particulier. Mais ces derniers ne sont efficaces que s'ils sont nourris par des associations et des scientifiques responsables, et s'ils se combinent avec des formes plus classiques. Quoi qu'il en soit, la mobilisation citoyenne ne peut plus être centralisée et ciblée, elle doit apprendre à « mettre en cohérence » des modes d'action très diversifiés... et des acteurs nombreux. Ce dernier point est actuellement le plus difficile à gérer, car il suppose un dépassement des modes d'organisation actuels et l'acceptation par les associations de partager leurs actions et de ne plus contrôler l'ensemble d'une campagne. Les syndicats agricoles eux-mêmes doivent apprendre à co-élaborer leur projet avec les citoyens et à faire des concessions.



Par J. Messina, Environmental Protection Agency, 1972.

L'un des arguments récurrents des partisans des OGM, comme de ceux du libre-échange intégral, renvoie à l'amélioration de la situation des pays les plus défavorisés d'un point de vue agricole, ou même en développement, au-delà de l'Europe. Or, dans *Changeons d'agriculture*, vous dites par exemple



qu'« il est parfaitement possible de nourrir 12 milliards d'humains avec l'agriculture biologique, sans défricher un seul hectare supplémentaire et même au contraire en reconstituant des écosystèmes dégradés ». Pouvez-vous nous expliquer de quelle façon est-il possible d'améliorer drastiquement la productivité d'une exploitation, voire de participer à une sortie de la pauvreté, sans pour autant en passer par les OGM ou l'agriculture industrielle ?

Il faut d'abord comprendre que le modèle agricole actuel, que je désigne comme « *l'agriculture conventionnelle* » (c'est l'agriculture qui fait convention dans les instances internationales... et cela évite des qualificatifs toujours limités, voire trompeurs : elle n'est pas toujours intensive, elle n'est pas seulement industrielle ou chimique), ne peut absolument pas nourrir le monde à long terme. Cette agriculture est basée sur une sélection intellectuelle et « hors-sol » des plantes et des animaux, qui conduit ensuite à artificialiser les milieux à coup d'engrais chimiques, de pesticides ou d'antibiotiques, et qui oblige les agriculteurs à devenir dépendants d'un système agro-industriel de plus en plus cynique. Contrairement à ce qu'affirment certains agronomes focalisés sur des expérimentations conduites dans des conditions artificielles et théoriques, ce modèle conventionnel n'est pas performant. Ces agronomes et ces industriels ne considèrent que des résultats ponctuels dans des parcelles contrôlées – selon leurs normes artificielles. Il n'est pourtant pas compliqué de mesurer les rendements réels dans les fermes réelles à travers le monde ! Cette mesure de la réalité, qui intègre par nécessité l'effet de la durée (succession des cultures) et de l'environnement, démontre qu'aujourd'hui, dans les pays non-tempérés, les rendements de l'agriculture biologique sont supérieurs aux rendements de l'agriculture conventionnelle. Ainsi, en Inde, les agronomes conventionnels affirment, sur la base de leurs parcelles expérimentales, que leur modèle permet des rendements de riz de 10 tonnes par hectare et par an, ce qui serait le double des 5 tonnes obtenues par l'agriculture biologique. C'est tout simplement faux. La mesure des vrais champs dans les vraies fermes (et sur le long terme, alors que les agronomes en question ne prennent en compte que les « bonnes années ») prouve que les rendements du riz conventionnel en Inde ne sont que de 3 à 4 tonnes par hectare et par an en moyenne pluriannuelle. Autrement dit, les 5 tonnes du riz biologique, qui sont également constatées sur le terrain, leur sont supérieures.

« Le modèle agricole actuel ne peut absolument pas nourrir le monde à long terme. Cette agriculture est basée sur une sélection intellectuelle et "hors-sol" des plantes et des animaux. »

La situation est plus complexe en Europe. Chez nous, les règles sur l'achat des



semences, la fiscalité du travail, l'absence de techniques ancestrales en matière d'[agroforesterie](#) ou de cultures associées (et la faiblesse des fonds de recherche dédiés à la bio), les aides de la Politique agricole commune (PAC), etc., créent une terrible distorsion de concurrence au détriment de l'agriculture biologique. Pourtant, même dans notre situation qui est « *la plus défavorable à la bio* », il est possible de montrer la supériorité des techniques biologiques. Ainsi, en Languedoc-Roussillon, Pascal Poot, un maraîcher installé sur des terres caillouteuses et arides, parvient à obtenir sans aucune irrigation des rendements de 15 kilos par pied de tomate ou d'aubergine, ce qui a même conduit l'INRA (l'Institut national de la recherche agronomique) à s'y intéresser de près ! Ses « outils » sont à l'exact opposé de l'agriculture conventionnelle ou des OGM. D'abord, Pascal pratique une sélection adaptative à long terme. Cela signifie non seulement qu'il adapte ses plantes à son milieu (ce qui est le contraire absolu des OGM, qui sont forcément standardisés et qui obligent à adapter le milieu aux plantes), mais qu'il le fait en acceptant d'avoir une ou deux générations moins productives. Il prend ainsi le contre-pied de la sélection classique, qui sélectionne à chaque génération les plantes les plus productives. Ici, accepter d'avoir une ou deux générations peu performantes permet à la lignée de s'adapter au sol et à la sécheresse... et d'obtenir ensuite des plantes bien plus performantes que celles de la sélection conventionnelle. Ensuite, Pascal a amélioré la fertilité biologique de ses sols en stimulant leur vie microbienne et en constituant une [mycorhize](#) dense. La mycorhize est une symbiose entre les racines des plantes et les [mycéliums](#) des micro-champignons du sol. Elle s'organise généralement autour des arbres, et permet de multiplier par 10 la surface d'absorption racinaire et la force de pompage de l'eau interstitielle du sol. Bien évidemment, la mise en place de cette symbiose impose de préserver les micro-champignons, et donc de proscrire tout usage de [fongicides](#) ! Plus globalement, Pascal pratique l'agriculture biologique dans sa forme la plus exigeante, ce qui lui a permis de cesser de détruire la vie de ses sols (que les pesticides affaiblissent voire ravagent), et il a enrichi sa terre en matière organique. Il optimise les arbres au lieu de les détruire, pratiquant ce que l'on appelle « l'agroforesterie ». Ce genre de techniques, combinant une sélection paysanne des plantes et les pratiques de l'agriculture biologique (notamment l'association de plusieurs cultures sur la même parcelle), est particulièrement efficace dans les pays non-tempérés. De nombreuses associations, comme AgriSud, AVSF (Agronomes et vétérinaires sans frontières) ou les centres d'agroécologie inspirés par Pierre Rabhi, le prouvent quotidiennement et redonnent à des communautés paysannes les moyens de leur développement.

Quelle est pour vous l'échelle idéale pour le traitement des questions relatives à l'agriculture biologique : est-ce encore un sujet local, national, ou bien un



sujet confédéral (qui regarde des organisations inter-étatiques régionales) et mondial ? Faut-il plus ou moins de souveraineté ? Et de coordination internationale ?

D'un point de vue concret, la question agricole doit être traitée à partir des réalités agronomiques locales. Aucun « modèle » ne peut être transposé dans l'ensemble des territoires — et c'est d'ailleurs pour cela que l'agriculture biologique se veut d'abord une démarche. La sélection adaptative, la prise en compte des fonctionnements sociaux (notamment les rôles des femmes), le choix de plantes capables de se combiner avantageusement, la meilleure manière d'enrichir la fertilité biologique des sols, l'optimisation des écosystèmes : tous ces aspects n'ont de sens que dans une gestion locale. Mais les politiques de développement ne relèvent pas que de la technique ! Par définition, elles s'insèrent dans les dynamiques institutionnelles et économiques. Or, l'échelle de ces dernières est nationale, voire confédérale ou mondiale. Le développement de l'agriculture biologique, par exemple, nécessite que les agriculteurs puissent disposer d'une visibilité à moyen terme sur les aides allouées (comparativement aux aides souvent déloyales de la [PAC](#)) et sur l'organisation des marchés, et d'un cadre institutionnel stable. Dans l'état actuel des institutions et de la gouvernance agricoles, où le syndicat majoritaire productiviste et industriel règne en maître dans les organisations départementales et régionales, et où il exerce une pression à la limite du harcèlement à l'égard des élus territoriaux, aucune politique agricole réformatrice n'est viable si elle est laissée à l'arbitraire local. Seules les échelles nationale et européenne permettent aux citoyens de faire entendre leur voix et de s'extraire du climat malsain que fait régner l'agro-industrie sur le terrain. Dans un monde idéal, le « bien commun » qu'est l'agriculture devrait pouvoir se gérer à l'échelle locale ; et les politiques de développement doivent viser à redonner aux communautés paysannes les moyens de définir elles-mêmes leurs objectifs et d'adapter leurs pratiques sans être formatées par l'agro-industrie. Dans le monde actuel, où les multinationales et les syndicats agro-industriels accaparent les pouvoirs locaux et empêchent toute évolution vers d'autres démarches agricoles, les échelles nationales et supranationales sont incontournables pour agir et structurer des alternatives. Et, quoi qu'il en soit, l'organisation des filières ne peut pas se limiter au local : dans un monde de plus en plus urbain, les filières « longues » sont une réalité qui impose des stratégies nationales et internationales. Je résumerais en disant que les objectifs et les moyens doivent être élaborés à des échelles nationales (voire internationales), tandis que les modalités d'application peuvent être adaptées à chaque échelle locale – à condition que ces adaptations ne permettent en aucun cas de remettre en cause l'objectif.



Agriculture intensive, DR.

N'y a-t-il pas un paradoxe dans le fait d'établir des normes au niveau européen afin de se défendre contre les produits, notamment étrangers, de mauvaise qualité et le fait que certaines de ces normes sont aussi une partie du problème pour l'agriculture biologique - comme, par exemple, celle qui a interdit à l'association Kokopeli de commercialiser certaines graines de variétés anciennes ?

Je n'y vois pas nécessairement de paradoxe, car il ne faut pas confondre l'outil et son usage ! L'outil « norme » reste parfaitement indispensable, car il est le seul garant de la prise en compte de l'intérêt collectif et des externalités environnementales. La loi du marché ne peut, par définition, pas intégrer le long terme ni les pollutions. Les normes européennes sur les OGM, les pratiques d'élevage, les produits de traitement, etc., sont une absolue nécessité pour que la conscience collective (la démocratie) contrôle les pratiques égoïstes individuelles, potentiellement dangereuses, voire dramatiques. Je parle ici de conscience plutôt que d'intérêt collectif, même si la plupart des acteurs réduisent la démocratie à cette dimension : au-delà des raisons « objectives » en matière de santé publique, ces normes relèvent également d'une dimension éthique et d'une ontologie (d'un rapport au monde) qui sont tout autant légitimes et indispensables que le seul « intérêt à long terme ». Même les grands penseurs libertaires ne font pas l'impasse sur ces régulations collectives, qui sont au fondement de toute société humaine. Il se trouve, bien sûr, que ces normes sont le résultat de compromis, de lobbying, de tractations parfois douteuses, d'idéologies politiques, etc. Elles sont aussi le résultat d'une histoire que l'on oublie toujours de revisiter : ainsi, certaines normes en matière de semences sont légitimes (garantir à l'acheteur que les graines germeront et correspondront à la plante achetée), tandis que d'autres, qui ont été mises en place en parallèle pour des raisons historiques, n'ont plus aucune justification sérieuse dans le monde actuel (l'obligation pour un agriculteur de recourir à des variétés inscrites sur un



catalogue normé, inadapté pour l'agriculture biologique, notamment). Il est également important de questionner le cadre de pensée, souvent utilisé mécaniquement. Il n'y a rien d'anormal à ce que le commerce des semences, qu'il s'agisse ou non de variétés anciennes, fasse l'objet d'une régulation collective pour éviter les escroqueries ou les manipulations (sans régulation, il serait impossible d'interdire les OGM !). En revanche, la question à poser est celle de la forme de cette régulation (comment faciliter le travail des semenciers artisanaux qui gèrent de nombreuses variétés en petite quantité ?) et celle des échanges gratuits de gré à gré. Ce qui est scandaleux, c'est surtout que les échanges gratuits de petites quantités de semences ne soient pas autorisés : ici, la régulation est tacite et directe, sans transaction financière, et ne devrait pas relever d'interdictions réglementaires (autre que le respect élémentaire des règles sanitaires).

En définitive, le GMT n'intervient pas en terrain vierge : depuis des années, politiques commerciales et agricoles sont sans cesse en « collision » potentielle, puisque les objectifs de l'une et de l'autre ne sont ni partagés, ni hiérarchisés. Comment concevez-vous l'articulation des deux ? Peut-on échanger plus et mieux tout en maintenant ou en instaurant des normes de qualité suffisante ? Quelles possibles garanties institutionnelles de cette compatibilité entre des objectifs apparemment divergents (le plus bas prix versus la plus haute qualité) ?

« Il n'existe pas d'incompatibilité "par essence" entre des prix alimentaires bas et la qualité environnementale, sanitaire et sociale. »

Il n'existe pas d'incompatibilité « par essence » entre des prix alimentaires bas et la qualité environnementale, sanitaire et sociale. L'actuelle contradiction entre les deux provient d'une sédimentation de politiques publiques, elle est le fruit d'une histoire que l'on omet de revisiter. Dès lors qu'il existe une organisation sociale (ce qui est une précaution rhétorique : l'apparition même d'homo sapiens présupposait une organisation sociale, elle est donc intrinsèque à l'humanité), il existe des choix collectifs, qui créent des distorsions de concurrence. La « loi de l'offre et de la demande » n'existe que dans les livres, ou à la rigueur dans des sociétés fermées basées sur le troc à très courte distance. Le moindre « échange au loin », la moindre organisation économique, implique l'introduction d'intérêts individuels et collectifs. C'est logique, normal et inévitable. Ces intérêts et ces distorsions peuvent être égoïstes (acteurs économiques qui cherchent à augmenter leurs bénéfices) ou altruistes (politiques publiques destinées à réguler ou soutenir les échanges dans l'intérêt commun).



J'insiste sur ce point : la régulation de l'agriculture (et des échanges en général) a toujours existé, même si elle n'est pas directement visible. Lorsque l'Empire romain entretenait des routes pavées, il créait une distorsion de concurrence (financée par l'impôt pour l'entretien des routes) au bénéfice des échanges agricoles par chars-à-bœufs. Lorsque la Politique agricole commune finance les céréaliers, elle crée une distorsion de concurrence au bénéfice de l'agriculture conventionnelle basée sur des cultures pures et la concentration des terres. Lorsque la fiscalité sociale pèse sur le Travail et non pas sur le Capital, elle crée une distorsion de concurrence au bénéfice de la mécanisation... qui contribue donc à l'augmentation du chômage. Les productions agricoles polluantes (élevage hors-sol, céréales industrielles, etc.) ne sont pas réellement moins chères que l'agriculture biologique — bien au contraire. Même en laissant de côté les coûts médicaux (sans doute considérables) liés aux pollutions généralisées de l'air, de l'eau et des écosystèmes, il suffit de prendre en compte les coûts de traitement de l'eau pour démontrer... que *l'agriculture biologique coûte moins cher que l'agriculture conventionnelle* ! Un rapport du Commissariat général au développement durable, fin 2011, a établi que les coûts de dépollution des eaux dus aux seules pollutions agricoles (en ciblant strictement cette dimension agricole) sont supérieurs à 800 euros par hectare dans les zones d'alimentation de captage, qui concernent l'essentiel des espaces agricoles français. Or, si les agriculteurs recevaient 800 euros par hectare pour produire en agriculture biologique, les aliments bio pourraient être vendus à un prix inférieur à celui des produits les plus bas de gamme des magasins de discount... Le prix apparent de l'agriculture biologique est dû au fait que cette production souffre de distorsions de concurrence déloyale. Le fait que les prix de dépollution de l'eau engendrés par l'agriculture conventionnelle ne soient pas comptabilisés dans le prix de vente des aliments est un choix politique, qui crée une distorsion de concurrence. Le fait qu'une agriculture à forte main-d'œuvre comme l'agriculture biologique soit défavorisée par l'assiette actuelle de la fiscalité sociale crée une autre distorsion de concurrence. Etc.



(DR)

Je ne voudrais pas laisser penser qu'il y aurait ici un machiavélisme d'État ou un contrôle des politiques par un groupe de manipulateurs. Les distorsions de concurrence sont inévitables et nécessaires... à condition qu'elles soient conçues pour le bien commun et qu'elles soient révisées lorsque le contexte évolue. Le problème de notre agriculture est que ces dispositifs ont été établis dans un contexte où ils semblaient logiques (l'après-guerre, quand la main-d'œuvre manquait, quand l'énergie semblait abondante, quand les infrastructures étaient financées par le mécanisme global de reconstruction), et qu'ils sont devenus inadaptés et scandaleux — voire criminels, dans le contexte actuel. Il est parfaitement possible d'élaborer des systèmes alimentaires mondiaux, avec des échanges de denrées, en construisant d'autres schémas d'intérêt collectif, prenant en compte l'environnement, l'effet de serre, l'autonomie des sociétés paysannes, l'emploi, etc. Mais cela demande un courage politique et, avant tout, *une remise à plat lucide et sans concessions* des pesanteurs historiques des politiques actuelles. Quoi qu'il en soit, le temps de la glorification de l'échange « pour l'échange » est révolu. Les filières de demain devront retrouver un lien territorial, car c'est à l'échelle des territoires que se gère l'interaction avec l'environnement... et la prise en compte des attentes sociales. Des échanges internationaux ou à longue distance resteront nécessaires (pour les grandes villes) et utiles (pour les denrées dont la production est localisée, tel le cacao qu'il est impossible de cultiver en France), mais ils devront être circonscrits et ne pourront plus être un but en soi. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire, et encore moins souhaitable, d'échanger « plus » de produits agricoles à l'échelle internationale. Il faut au contraire redonner aux sociétés les moyens de leur propre alimentation (moyennant, le cas échéant, des circuits régionaux), et recentrer les échanges longue distance sur des produits de première nécessité (aide d'urgence) ou de valorisation mutuelle (cacao ou café dans le cadre d'un commerce équitable et d'une production biologique, en association avec des cultures vivrières).



Rebonds

≡ Lire notre entretien avec Paul Ariès, « [La politique des grandes questions abstraites, c'est celle des dominants](#) », mars 2015